

heβδο communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Léon Deffontaines

Le programme

p. 3

Urgences

Services publics 2024

**10 milliards
en moins**

p. 4/5

• Louis Aliot dérape • Palestine

Une newsletter indécente p. 6 L' ONU : enfin un vote qui condamne ! p. 15

2 € - N° 4017 - Du 05 au 11 avril 2024



9 781234 567897

l'Édito

“ N'en jetez plus ! ”



Michel Marc

Coup sur coup, deux violentes offensives libérales sont annoncées par le gouvernement à grands coups de leçons de morale, de messages publicitaires et de pseudo évidence. « *On ne peut pas dépenser plus que ce que l'on a. Chacun sait bien qu'il faut faire des économies. La gabegie, c'est terminé ! On va remettre des gens au travail...* ». Et ces attaques sont lourdes. Socialement et, disons le mot, philosophiquement.

D'un côté un coup de rabot (de hache ?) budgétaire de 10 milliards dans les dépenses publiques 2024, déjà votées et

insuffisantes, sans vote ni discussion au Parlement, et aux conséquences humaines concrètes. l'annonce de nouvelles coupes pour 2025, plus importantes encore (de l'ordre de 15 mds) l'accompagne. L'école, la santé, la recherche, la culture, les collectivités territoriales, le travail et l'emploi, l'écologie (moins

2,2 milliards) sont touchés. Les syndicats ont déjà chiffré les dégâts attendus. Des milliers de postes en moins, des rénovations thermiques reportées, des conditions de travail détériorées, des services au public « médiocrisés », des collèges et des écoles non construits ou rénovés...

De l'autre, une entreprise de culpabilisation des chômeurs fainéants. C'est la troisième réforme en peu de temps qui stigmatise les sans-emplois. La durée d'indemnisation passerait de 18 à 12 mois. Les syndicats ont jugé ce projet inacceptable. « *Le gouvernement rend ainsi les chômeurs responsables de la crise budgétaire en cours et responsables de leurs propres situations. Le but final de cette attaque est de contraindre les plus précaires à accepter toutes sortes de contrats afin de créer une main d'œuvre corvéable à merci. Le régime d'assurance chômage ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire de L'État* ».

La République sociale et solidaire est attaquée, ouvertement. Il faudra la défendre. Pendant ce temps, les milliardaires dorment bien et apprécient. Merci pour eux.

Annonces

- **Jean Pouech expose**
Samedi 6 avril à 10h30 - Médiathèque El Mil de Toulouges.
- **Après-midi Ciné / Débats. Projection du Film « Le jeune Karl Marx »**
Samedi 6 avril à 14h - Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.
- **Projection-débat Wallah Gaza organisée par Benvi MiG' et le collectif Solidarité Palestine Conflent**
Samedi 6 avril à 17h – Salle des Fêtes de Villefranche-de-Conflent.
- **Aidons à nettoyer notre département (ASPERA)**
Dimanche 7 avril à 10h – Parking Quinta à Perpignan.
- **Léon Deffontaines. Meeting de lancement de la campagne**
Jeudi 11 avril à 19h - en visio sur les réseaux sociaux du PCF.
- **Fraliberthé 66. Vente de Thés et d'infusions**
Vendredi 12 avril de 17h à 18h30 – Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.
- **UPTC. Le dernier Neandertal... ou le « camarade » neandertal**
Vendredi 12 avril à 18h30 - Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.



À la Poste 66, les guichetiers, à leur tour, ont fait grève mardi 02. Ils réclament des créations d'emploi, des augmentations de salaire et contestent les fermetures envisagées.

Au centre pénitentiaire, les syndicats dénoncent le déficit d'agents (26), pourtant prévus dans l'organigramme, aggravé par les départs en retraite non remplacés. Ils dénoncent aussi le taux inhumain d'occupation. 240 % à la maison d'arrêt. Blocage prévu lundi 8 avril.

À Auchan Perpignan, comme partout en France, une partie du personnel a fait grève vendredi 29 mars pour réclamer des augmentations de salaires.

Golf, le collectif a manifesté devant la préfecture, adressant un courrier à l'État et réclamant les conclusions de la rencontre entre Jacqueline Irlès, le promoteur et le ministre.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos **annonces**
légalés.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Élections européennes

« La Gauche unie pour le monde du travail »

À l'approche de l'élection européenne, la liste Gauche unie présente son programme pour une Europe des nations libre, souveraine et solidaire.

À la conquête des Jours Heureux, tel est le mot d'ordre de Léon Deffontaines, tête de liste rassemblant le Parti communiste français, la Gauche républicaine et socialiste, L'Engagement (Montebourg) et les Radicaux de gauche pour les élections européennes qui vont se dérouler du 6 au 9 juin prochains. S'articulant autour de vingt engagements répartis entre cinq axes programmatiques, le projet est une feuille de route pragmatique, progressiste et sociale pour une autre construction européenne, un programme pour le travail, la paix et la justice sociale.

Garantir la souveraineté démocratique des peuples

Le premier axe du programme s'engage à mettre fin à des décisions non démocratiques de l'UE comme les élargissements constants de l'Union, synonymes de délocalisations et de casse sociale, ou encore les traités libéraux signés au mépris de la volonté populaire comme le traité constitutionnel européen de 2005. Il en va de même pour les traités de libre échange comme le CETA ou le projet d'accord avec le Mercosur, nocifs socialement aussi bien qu'environnementalement pour l'Europe comme pour le Sud Global. Enfin, la souveraineté c'est aussi mettre fin à la primauté du droit européen, trop souvent défavorable aux travailleurs, sur le droit constitutionnel français.

Prendre le pouvoir sur le capital

Le deuxième axe est la mère de toutes les luttes marxistes. Celle-ci passe par une nouvelle industrialisation avec un plan de relance et une nouvelle politique industrielle qui mette fin aux privatisations et aux dérégulations tout en luttant contre les délocalisations. De même la mise au pas des géants du numérique, les GAFAM, est une nécessité absolue tout comme s'assurer d'une souveraineté agricole et énergétique avec une nouvelle Politique Agricole et Alimentaire Commune et une éco-

Elections européennes : le vote Deffontaines, pour...



logie populaire et non punitive.

Développer les services publics

Le troisième axe est la suite cohérente du second. Une sortie progressive des logiques marchandes du secteur des services publics, de l'art et de la culture. Ainsi la santé, le transport, la culture ou encore l'éducation doivent être au service de la population et non du grand capital avec notamment la création d'un pôle public de recherche et de distribution des médicaments, la fin du dépeçage de la SNCF et des pôles universitaires privés ou encore la protection de l'exception culturelle.

Conquérir le progrès social et l'égalité

L'avant-dernier axe du programme fait écho au recul constant des droits sociaux partout en Europe. Il incombe à la Gauche unie de combattre la régression des droits sociaux et des normes de sécurité, qu'il s'agisse de l'âge

du départ à la retraite, de la protection sociale des travailleurs détachés ou encore du droit des femmes ou des personnes LGBTQI+ pour une véritable égalité salariale et sociale.

Promouvoir la paix et la sécurité collective

Enfin le dernier axe du projet tente d'apporter une réponse aux défis posés par les crises géopolitiques actuelles. En effet, la guerre en Ukraine fait des ravages en termes humains et économiques et seule la diplomatie et la perspective d'une solution négociée peuvent y mettre fin. De même, la Méditerranée, lieu de nombreux drames humains, doit devenir un espace de coopérations. Enfin, la France et l'UE doivent sortir de la logique des blocs et porter leur voix dans le monde pour assurer la paix notamment entre les Palestiniens et les Israéliens.

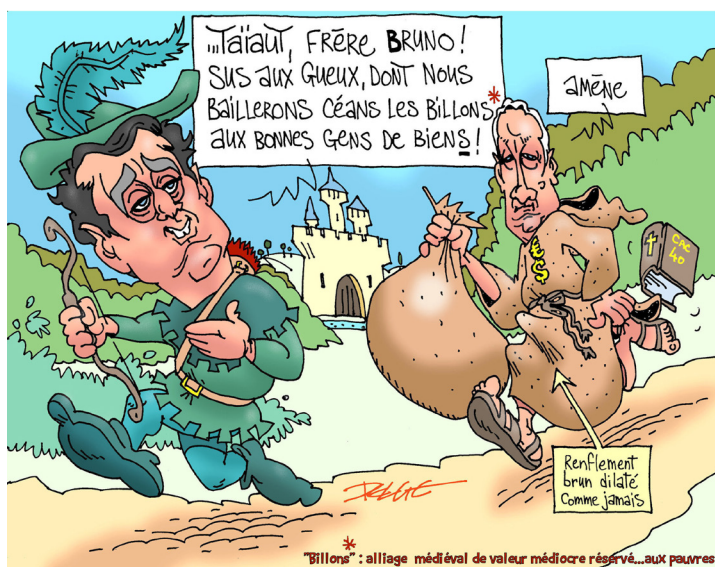
Des milliards en moins pour les services publics ! Pas touche aux privilèges !

10 milliards en moins pour l'exercice 2024. Est-ce un tournant ou, plus probablement, une accélération dans ce qu'il reste à accomplir pour définitivement détruire ce qu'il y a de solidaire et de progressiste dans la politique française ? Tout ce qui est public se trouve maintenant affaibli. Les quatre articles qui suivent décrivent précisément les conséquences concrètes des restrictions budgétaires dans certains domaines. L'éducation, la recherche, la solidarité internationale et la santé. D'autres secteurs sont touchés avec la même violence. L'écologie et les collectivités territoriales. Nous y reviendrons ultérieurement.

La protection sociale mise à mal par Bruno Le Maire

De la consultation médicale plus chère au déremboursement des médicaments en passant par l'augmentation des restes à charge pour le patient, ce sont 850 millions d'économie qui vont être faites sur le dos des malades.

En Macronie "disruptive", même Robin des Bois nous la fait à l'envers !



Bruno Le Maire, en bon libéral qu'il est, s'attaque aux acquis sociaux afin de préserver la rentabilité du grand capital. Son objectif

est de réduire la différence entre le salaire brut et le salaire net, en d'autres termes, diminuer les cotisations sociales et assécher encore un peu plus les caisses de

solidarité, y compris celles de la Sécurité sociale.

Dès maintenant, le montant des franchises médicales va doubler. Elles s'appliquent aux boîtes de médicaments, aux actes paramédicaux et aux transports sanitaires. Il en est de même pour le reste à charge lors d'une consultation ou d'un acte réalisé par un médecin généraliste ou un spécialiste. Tout cela est non remboursable par les mutuelles.

Un choix de société et un hold-up

Les sommes récupérées sont bien en deçà des économies que l'assurance maladie pourrait réaliser si elle contrôlait davantage le prix des médicaments ! Mais Bruno Le Maire a fait son choix : les laboratoires pourront continuer à s'engraisser sur le dos des malades. Bien évidemment, rien n'est pré-

vu pour venir en aide au système hospitalier au bord de la rupture. Des établissements qui ferment les uns après les autres avec des personnels, au bord du burn-out, qui démissionnent les uns après les autres. C'est la logique du capital qui triomphe, au détriment de tout ce qu'avait mis en place le Conseil national de la Résistance. C'est un véritable hold-up de la Sécurité sociale. Les ménages financent triplement le système de santé, via les cotisations, l'impôt et les franchises. On fait payer les malades pour eux-mêmes en réduisant davantage leurs droits. « Payer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins », la célèbre phrase d'Ambroise Croizat, fondateur de la Sécurité sociale, est sérieusement mise à mal au risque que la population renonce à se soigner.

Dominique Gerbault

800 millions d'euros en moins pour l'aide publique au développement

Stupeur et incompréhension chez les associations de solidarité internationale.

Plusieurs politiques publiques sont dans le viseur du gouvernement, dont l'aide publique au développement (APD) qui permet de lutter contre la pauvreté, les inégalités mondiales, et les crises humanitaires. Selon le Ministère, il s'agirait d'une diminution de 800 millions d'euros des crédits de paiement de l'aide publique au développement pour l'année 2024. C'est une annonce sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Les conséquences d'une telle annonce pèsent avant tout sur les populations qui vivent en

situation de pauvreté et d'assistance humanitaire dans le monde.

Du jamais vu !

L'aide publique au développement représente 5,9 milliards € dans le budget de l'État. La baisse mentionnée par le ministre de l'Économie et des Finances représenterait une coupe de 13,5 % de ce budget. Ces 800 millions d'euros sont l'équivalent de l'aide humanitaire de la France en 2023 et représentent plus que le budget attribué aux organisations de la société civile. Comment justi-

fier un tel retour en arrière alors que les crises et les inégalités continuent d'augmenter ? Comment imaginer qu'une moindre réponse aux crises et défis mondiaux est une solution viable pour construire le monde de demain en paix ? En attendant les crises se multiplient et impactent durement les populations : difficultés d'accès aux services essentiels (eau, santé, alimentation, éducation), violations des droits humains, déplacements forcés, et crises humanitaires.

J. P.

Coupes dans l'Éducation

Sur les 10 milliards d'euros d'économies sur le budget 2024 annoncés par Bruno Le maire, l'Éducation paie un lourd tribut : 691 millions et 4360 postes d'enseignants en moins dans le public.

Visiblement l'avenir et la jeunesse ne sont pas les priorités du gouvernement ! Sur les 691 millions d'euros supprimés pour le ministère de l'Éducation, une grande partie concerne la rémunération des personnels de vie scolaire et les AESH (-261,8 millions) mais aussi celle des enseignants des premier et second degrés (138,3 millions et 123,5 millions) et du privé (98,9 millions), sans parler de l'annulation de 500 millions du plan accompagnement à la transition écologique pour améliorer la qualité thermique des écoles et des 125 millions pour le programme « Vie étudiante ». Évidemment ces coupes budgétaires se traduisent avant tout en moyens humains.

Traduction en postes

En juillet 2023, la loi de finances 2024 prévoyait la suppression de 1 709 emplois dans le premier degré et 484 dans le secondaire. En décembre, Gabriel Attal annonçait la création de 2137 postes de façon à mettre en place son « choc des savoirs », avec principalement la mise en place des « groupes de niveaux » en collège. Il était allé jusqu'à chiffrer le nombre de suppressions dans le premier degré (plus que 650 au lieu de 1709) et 594 créations de postes au lieu des 484 suppressions dans le second degré. Les enseignants y ont-ils cru ? Si oui, mauvaise pioche ! Car non seulement les suppressions prévues à l'origine restent mais en plus ce sont 2620 postes d'enseignants dans les écoles qui ne peuvent plus être financés, 1740 postes dans les col-

Éducation Nationale : et encore des économies pour en faire plus !



lèges et lycées, 1760 postes dans le privé et l'équivalent de 4600 postes d'AESH. C'est ce qu'on appelle la crédibilité de la parole politique. Alors que l'enseignement public craque, que les recrutements sont en berne drastique et que la revalorisation susceptible d'y remédier est une arlésienne, ces « économies » sont un renoncement à toute ambition éducative. Mais ce n'est pas nouveau.

Anne-Marie Delcamp

Université - Recherche

900 millions en moins. Poursuivant sa politique de déclin de la recherche publique, le gouvernement affaiblit massivement les moyens alloués à l'université et la recherche.

Depuis les années 1990 le budget affecté à la recherche publique n'a cessé de se dégrader sous l'effet de logiques libérales et destructrices. Le 7 décembre 2023 le président de la République annonçait une « révolution » pour l'université et la recherche qui continue à s'inscrire dans la même logique : autonomie des universités, avec pour effet une concurrence entre les territoires, les établissements, les filières et les personnes alors même qu'aujourd'hui, plus de la moitié des universités ont voté un budget en déficit, ce qui les place sous curatelle budgétaire. Le président souhaite aussi la transformation du CNRS, de l'Inserm ou de l'Inrae.

Face à cette gabegie, des solutions

La dégradation va donc se poursuivre. Actuellement, l'enseignement supérieur et la re-

cherche sont particulièrement visés : plus de 900 millions de baisses sur le budget de la mission interministérielle, soit une baisse de 0,6% sur le budget des universités, une baisse de près de 4% sur la vie étudiante et une baisse de 4,9% sur les organismes de recherche. Et sans doute d'autres effets drastiques. Dans le même temps les aides aux entreprises capitalistes ne fléchissent pas, restant à 160 milliards dont 7,5 milliards de crédit impôt dont l'emploi reste toujours difficile à contrôler.

Face à cette offensive généralisée, les syndicats de la recherche ont réagi en se mettant notamment en grève le 19 mars. Le Parti communiste, dans une déclaration du 12 mars 2024 affirme qu'il faut dépenser pour la vie et l'épanouissement collectif, en finançant biens communs et services publics. En faisant s'épanouir l'enseignement supérieur et la recherche en France et en Europe. Avec l'embauche

massive de plus de 30 000 personnels de l'enseignement supérieur et recherche (ESR) et le déploiement des financements de long terme ou récurrents obéissant à une gestion démocratique, contre la logique compétitive du financement par projet. La fin du crédit impôt recherche et des « plans d'investissement d'avenir », la suppression des financements publics aux formations privées de l'enseignement supérieur permettrait également de réinjecter ces moyens directement dans les établissements. Ces mesures d'urgence sont la condition pour que l'enseignement supérieur et la recherche publique se développent dans notre société. C'est aussi la condition pour bâtir un monde de paix et de prospérité fondé sur le développement collectif de la connaissance humaine, à rebours des propositions irrationnelles du capital en crise.

Y. L.

Dépenses pour la recherche publique en Europe en % du P.I.B

Belgique	3,4
Allemagne	3,2
Royaume Uni	2,9
France	2,2

Le salaire maximum auquel peut prétendre un chercheur en France (46 056 €) correspond à

91 % du salaire annuel maximal moyen européen et à 84 % du salaire maximal moyen des pays de l'OCDE.

Perpignan

Le maire Louis Aliot se lâche

Les précautions sémantiques et formelles que le maire prenait depuis le début de son mandat sont aujourd'hui clairement piétinées. Le militant d'extrême droite réapparaît, au grand jour.

« Chers amis, je suis heureux de vous présenter cette nouvelle newsletter, qui sera un espace de dialogue et de partage entre nous. Chaque semaine, je partagerai avec vous mes réflexions, mon actualité et mes actions sur les sujets qui me tiennent à cœur. Je vous parlerai de l'évolution de la France, de notre beau département et bien sûr de Perpignan, avec ses projets et ses réalisations. Je suis convaincu que la communication est essentielle pour construire un avenir meilleur. C'est pourquoi je souhaite utiliser cette newsletter pour vous faire participer. N'hésitez pas à me faire part de vos questions, de vos suggestions, de vos idées. Je vous remercie de votre confiance. Bonne lecture. »

Le maire de Perpignan, Louis Aliot, a donc écrit cette newsletter à l'ensemble de ses fonctionnaires territoriaux (près de 2000), et à d'autres personnes. Et ce sera ainsi chaque semaine. Le N°1 du journal numérique est sorti. Et nous l'avons lu. Nous ne sommes pas déçus. Description sommaire.

Au tout début, quatre photos à peine commentées où Louis Aliot apparaît deux fois, au salon de l'agriculture et lors d'une visite à un ancien de 103 ans, dont le maire prend soin de préciser qu'il a été résistant.

Où la propagande écrase l'actualité. CNEWS au programme

Ensuite, il y a la question de la semaine : « *Qui veut la peau de CNEWS et pourquoi ?* ». La réponse est impayable. Le maire rappelle d'abord le principe de la liberté de la presse puis s'attaque au sujet : « *La reproduction sociale des journalistes, (...), a eu pour effet de progressivement déconnecter les médias de la réalité populaire. Cercle fermé où pour réussir il faut être « fils de » (cf famille Duhamel) ou être parfaitement identique à ses confrères, la caste des journalistes français est un lieu uniforme, où l'idéologie gauchiste règne en tyran* » (sic). Et, plus avant, « *(...) France Inter ou France 5 qui sont les relais de la propagande*

d'extrême gauche ». Cyril Hanouna, sors de ce corps ! Est-il besoin d'un commentaire ? La défense des commerces du centre-ville occupe l'article suivant, dénonçant « *l'agrandis-*

prochaines suppressions d'emploi, rien sur les carrières des agents municipaux, rien en réponse aux questions posées par la CGT à propos de la vétusté de certaines bibliothèques,



sement (possible?) de la zone commerciale » de Clair. Viennent ensuite les points de vue du maire à propos du scandale des prix de l'énergie, un vague soutien réaffirmé aux agriculteurs, où l'Europe est pointée du doigt sans aucune démonstration, une charge contre la loi Immigration qui, malheureusement, limite le « *droit du sol* » au seul département de Mayotte, une autre charge contre « *l'envoi possible de troupes en Ukraine* », et, pour finir, une attaque non argumentée contre le conseil départemental et contre le conseil régional à propos du chômage et du harcèlement dans les collèges. Suivent quelques brèves sans importance.

La légalité interrogée

Bref, un papier idéologique, ou plutôt un brûlot idéologique, très éloigné de la ville, de ses agents et de ses problèmes, et, en même temps, un tract de campagne pour les prochaines élections européennes. Rien sur le fonctionnement des services, rien sur les

rien sur le projet du Mas Delfau... Le citoyen perpignanais est en droit de s'interroger. Un maire est-il dans sa fonction quand, utilisant les adresses électroniques professionnelles des agents, il porte ainsi un discours de propagande pure d'extrême droite chaque semaine ? Avec de l'argent public ? Est-ce bien légal ? Les agents eux-mêmes oseront-ils se désabonner comme ils en ont le droit ? En tout cas, cette newsletter est un bel exemple de ce que pourrait faire, partout en France, le RN en responsabilité. Le syndicat CGT des territoriaux a déjà réagi et engagé les démarches nécessaires : « *la CGT des territoriaux de Perpignan exige donc l'arrêt de cette newsletter dont les raisons ne sont guère justifiées et contreviennent à la charte de l'élu local. Nous allons d'ailleurs alerter le préfet sur le tournant inquiétant pris par l'exécutif municipal quant à sa communication interne et nous nous réservons le droit d'aller en justice* ».

Michel Marc

Inflation, déflation

Evelyne Ternant, économiste, membre de la direction nationale du PCF, a fait étape à Elne pour dissenter sur la question de l'inflation : qui en profite ? Comment la combattre ?

Au constat que l'inflation actuelle est structurelle, liée à l'organisation capitaliste du monde, donc une inflation du capital durable et qui appauvrit des millions de citoyens, Evelyne Ternant, projection à l'appui, a entraîné l'assistance dans une démonstration sous forme de conférence plutôt que de débat.

Selon l'intervenante : « la généralisation du libre-échange, la mise en concurrence des systèmes sociaux, la déréglementation des marchés financiers ont permis aux multinationales d'optimiser leur rentabilité en organisant leurs productions à l'échelle de la planète, fragilisant ainsi les

chaînes d'approvisionnement et provoquant des pénuries. La modification du rapport de force capital-travail permet au capital de gonfler ses profits en réduisant les dépenses humaines en salaires, formation, recherche, conditions de travail. » Elle observe : « Il s'ensuit une crise du système de production et la baisse de la productivité, à laquelle le capital répond par des hausses de prix pour préserver les profits et les dividendes des actionnaires. »

Dans l'urgence, des décisions à prendre

Evelyne Ternant estime que « des mesures d'urgence sont nécessaires : blocage des prix, détaxa-

tion de l'énergie, hausse des salaires, des retraites ou des minima sociaux. Contrairement à une partie de la gauche qui estime qu'on pourrait s'arranger d'un certain niveau d'inflation. » Et l'économiste alerte : « Si des mesures structurelles ne s'attaquent pas aux racines de l'inflation et au rôle des banques, les États européens, contraints par les choix politiques néolibéraux d'emprunter sur les marchés financiers, doivent faire face à une explosion du coût de la dette publique, avec, pour seule réponse une austérité renforcée sur les dépenses publiques. Si la récession est trop forte, si les services publics sont trop dégradés, les profits peuvent s'effondrer et

la hausse des taux d'intérêt peut provoquer des krachs boursiers. » En conclusion, Evelyne Ternant suggère une prise collective du pouvoir sur la finance.

Ray Cathala



Le « Centro español » veut faire peau neuve

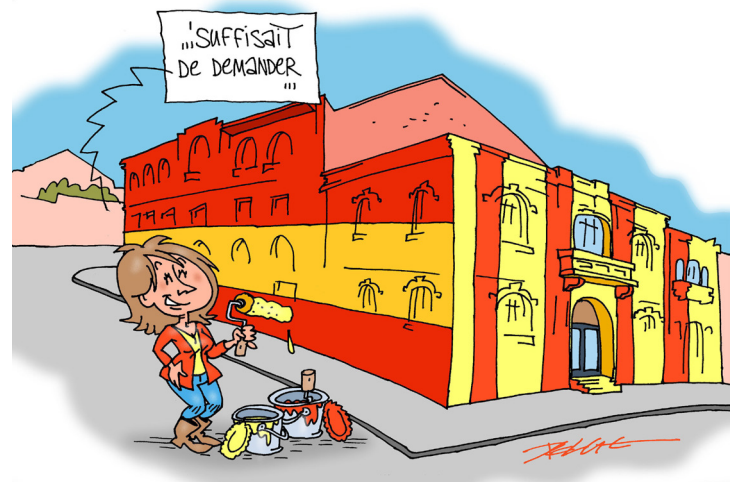
L'association, plus que centenaire, reconnue par tous pour son utilité, la qualité de ses activités et son rayonnement départemental, doit rénover ses extérieurs. Elle a besoin de 62 000 euros.

Le bâtiment est historique. Son architecture est unique, aux multiples espaces fonctionnels, originaux, collectifs, et mériterait, pour certains amateurs de patrimoine, le label « Art-Déco ». Mais il est ancien, par définition. Réalisé durant plus d'un siècle par la volonté de bénévoles espagnols, d'artisans bienveillants et de « militants de l'humanité et de l'entraide », le bâtiment réclame aujourd'hui quelques travaux d'extérieur. « Pour la sécurité (balcons), pour l'esthétique et pour l'isolation », nous précise Katia Mingo, l'une des animatrices bénévoles du lieu.

Une activité associative utile à tous

« Quand on y pénètre, on s'imprègne de l'histoire. Il nous faut rappeler qu'il s'est agi d'un espace de solidarité, d'accueil d'urgence d'Espagnols (crise économique et guerre civile), de secours, d'un lieu d'intégration, de formations, de culture, de découverte et de création. Nous poursuivons aujourd'hui les mêmes principes d'entraide ». Et Katia poursuit : « Nous avons 980 adhérents aujourd'hui, 40 ateliers différents, 55 événements par an. C'est une ruche, à la portée de toutes les bourses. Et, pour tout ça, une seule salariée à temps partiel. Tous les autres sont bénévoles, une trentaine ». Il y a, cela va de soi, des subventions. Mais elles ne suffisent pas. « Nous avons fait le toit avec un gros emprunt, et nous avons enga-

Perpignan : des couleurs pour le Centro Espagnol !



gé 10 000 €/an pour la rénovation intérieure. Là, le chantier prévu, c'est 62 000 euros. Nous souhaitons recueillir 15 000 € de dons ». Dont acte.

M. M.

Visca la Bassa ! On nettoie !

Les associations Surf-rider, Perpignan-gare, les Petits débrouillards et Aspera organisent ce dimanche 7 avril entre 10h et 13h, un ensemble d'animations autour des questions de l'eau et des déchets aux jardins de la Basse.



Non loin de la gare, entre le boulevard Saint-Assisclé et l'avenue du Docteur Jean-Louis Torreilles, se trouvent les jardins de la Basse ou s'écoule une partie de celle-ci. Petit espace de verdure au potentiel bucolique, vous êtes invités à en faire la connaissance si vous ne le connaissez déjà. Collecte

de déchets in-situ, sensibilisation au cycle de l'eau, jeux et expérimentations scientifiques autour des pollutions de l'eau et de leurs conséquences sur nos mers et nos océans : le plein d'expériences est prévu au programme, alors venez nombreux !

Céline

Luttes et syndicats

Sophie Binet. Tous azimuts à Perpignan

La venue de la secrétaire nationale de la CGT à Perpignan aura marqué les esprits des camarades et amis présents. Deux prises de parole importantes ont ponctué sa visite à la bourse du travail et à l'hôpital.

Prenant appui sur l'histoire, elle a redit le rôle majeur joué par la CGT depuis toujours contre l'extrême droite.

Elle engage le syndicat sans réserve, contre l'extrême droite

Elle décrit alors les manifestations contre les ligues fascistes en 34, puis l'implication du syndicat dans le succès du Front populaire. Ensuite, ce sera la « Résistance », l'immense travail du syndicat pour « fabriquer » la Sécurité sociale au sortir de la guerre, la posture anticoloniale jamais démentie, la mise en échec du putsch des généraux fascistes en 62. « L'extrême droite arrive toujours au pouvoir dans les périodes de régression sociale ! Toujours ! L'extrême droite arrive au pouvoir sur la désespérance sociale. (...) Il faut un horizon social, il faut mettre fin à la peur, à la peur du lendemain, à la peur de la maladie, à la peur du chômage, à la peur de la retraite ! Et ça, ça s'appelle la sécurité sociale ! ». Il faudra donc se battre pour elle. Plus loin dans sa prise de parole, Sophie Binet a évoqué gravement : « ce qui ne s'était jamais produit, ce qui n'était pas envisageable en France, maintenant l'est ! C'est de l'ordre du possible ! Ça c'est nouveau ! Et c'est grave ! ».



Enfin, le défi environnemental dont doit, sans retenue, s'emparer la CGT.

" Et pour la défense de l'hôpital public "

Sur le parvis de l'hôpital, devant une centaine de salariés, et de nombreux auditeurs, malades et visiteurs, elle a réprécisé les nécessaires luttes à mener pour mettre la santé publique au niveau où elle doit être pour répondre aux besoins. Tour à tour, Christophe Climaco (CGT santé) a fait un bilan départemental, Michel Chabasse (retraités CGT) a évoqué très précisément les besoins des personnes âgées dans les P.-O. et, peut-être le moment le plus intense du rassemblement, le nouveau secrétaire du nouveau syndicat des éboueurs locaux prenait la parole pour expliquer le récent conflit et leur grève exemplaire. « Ce fut un joli moment de lutte, de rassemblement et de fraternité », a confié l'un des responsables locaux du syndicat.

Michel Marc

Aliot dans ses œuvres



Même s'il cherche à ne pas tout à fait passer pour ce qu'il est, Aliot ne peut pas s'empêcher de faire ressurgir ses vieux démons. Parmi eux la guerre d'Algérie et le FLN qui a décolonisé le pays après des décennies d'occupation française. IL adapte ses démons à l'actualité et faisant entre FLN et Hamas, un parallèle qui brouille l'histoire, les consciences, qui n'a pas d'autres buts que d'attiser les haines, assimilant FLN et djihadisme. Le tout dans une expo qu'il présente avec le « Cercle Algérieniste » dans la salle des libertés. Pour l'occasion la très mal nommée. Un collectif d'associations et partis politiques avait appelé à un rassemblement samedi, sur le boulevard Wilson, pour dénoncer l'opération, le jour de son ouverture. Comme l'annonçait le titre de l'expo « 60 ans après, l'histoire se répète. FLN et Hamas », l'histoire se répète à satiété, les fascistes cherchent toujours sans vergogne à travestir les faits pour aliéner nos consciences. Les démocrates alertent.

J.-M. P.

UPTC

Le dernier Néandertal ou... le « camarade » néandertal

Vendredi 12 avril, l'Université Populaire du Travailleur catalan accueille Vincenzo Céliberti pour une conférence qui portera sur l'Homme de Néandertal. Nous avons rencontré ce préhistorien qui officie à Tautavel.

L'Homme de Néandertal est revenu en bonne place dans l'actualité de la recherche préhistorique. Pourquoi ?

Vincenzo Céliberti. Effectivement les Néandertaliens semblent "à la mode" ces derniers temps... Plusieurs facteurs sont causes du retour de ces hominidés qui ont peuplé essentiellement l'Europe entre 300 000 et 40 000 ans avant J.-C.. Tout d'abord, les dernières découvertes ont permis de démontrer que les Hommes de Néandertal étaient bien plus évolués que ce que l'on croyait... Ils avaient vraisemblablement déjà "inventé" l'art ; ils enterraient leurs morts, ils savaient jouer de la musique, ils savaient "s'habiller" avec des plumes de rapaces, démontrant un sens esthétique accompli. Au niveau des capacités cognitives, ils savaient se soigner à l'aide de toute une pharmacopée naturelle. Bref, ces Hommes de Néandertal qui semblaient des cousins un peu "arriérés" et archaïques par rapport aux Homo sapiens, sont réhabilités comme étant autres que nous mais tout aussi intelligents, parfaitement intégrés à l'environnement dans lequel ils évoluaient. L'Homme de Néandertal semble bien plus "cool" que les Homo sapiens...

Quels sont les principales idées que vous présenterez durant votre conférence ?

V. C. Je développerai, justement, les concepts et les dernières découvertes citées plus haut, insistant sur le fait que certainement les "autres que nous"

peuvent avoir des qualités et des savoir-faire qu'on ignorait. La rencontre entre ces Néandertaliens et les premiers Homo sapiens (qui venaient d'Afrique, il ne faut pas l'oublier !) n'a pas été violente, mais au contraire ce fut une belle histoire d'échanges et de rencontres, d'hybridations culturelles et génétiques. Pour faire un clin d'œil à l'actualité, je rappellerai que l'autre, le "différent", est parfois source d'amélioration de nos conditions de vie. Les Homo sapiens partis d'Afrique et arrivés en Europe, véritables migrants de la préhistoire, ont été accueillis et, en quelque sorte, intégrés par l'Homme de Néandertal... de manière bien plus humaniste qu'en nos tristes temps.

Sur quoi portent vos recherches actuelles ?

V.C. Tout en continuant à travailler sur les comportements et les modes de vie, je me focalise actuellement sur l'utilisation des coquillages par les Hommes de Néandertal. Je viens de publier un article scientifique sur les coquillages utilisés par les Néandertaliens du site des Ramandils, à Port-la-Nouvelle. Mes recherches sur le terrain continuent avec un projet de fouilles dans la vallée d'Avila, en Espagne et avec la poursuite des fouilles d'une cavité occupé par les Néandertaliens sur le plateau du Vercors. En attendant, évidemment, de pouvoir reprendre les fouilles dans la Caune de l'Arago à Tautavel.

**UNIVERSITÉ
POPULAIRE
DU**



L'UPTC, ouverte à tous,
est gratuite à tous.

Justement, pouvez-vous nous dire où en est le chantier de fouilles de la Caune de l'Arago ?

V.C. Hélas les fouilles n'auront toujours pas lieu cette année ... Le réaménagement des échafaudages, pour des raisons de sécurité, a pris bien plus temps que prévu. De plus, toutes ces années d'interruption ont mis à mal les structures logistiques sur le site. Les conditions ne sont pas réunies pour accueillir à nouveau nombre d'étudiants qui venaient fouiller la Caune.

Propos recueillis par René Granmont

Manifestation



Une nouvelle action des enseignants :

Mardi 2 avril, une action nationale de grève pour s'opposer au projet gouvernemental concernant le choc de savoirs : en fait une machine de guerre qui sous couvert de groupes de niveaux imposera, au prétexte d'une baisse de niveau, une organisation hyper sélective qui triera les élèves les renvoyant à leurs déterminismes sociaux. L'action démarrée dans la région parisienne vise à s'élargir et à imposer un rapport de force en mesure de construire l'école démocratique dont le pays a besoin, en dénonçant les subterfuges d'Attal et Macron. L'appel a été lancé par le congrès du SNES. Une manifestation a rassemblé les personnels ce mardi, à Perpignan avant une rencontre en préfecture pour confronter les pouvoirs publics à leurs responsabilités. Une action faite pour durer !

J.-M. P.



Une USAP époustouflante

Les Catalans atomisent (43-12) des Castrais pourtant venus prendre leur revanche

Dix bonnes minutes ! Oui il a fallu tout ce temps pour que se mette en route la ola. Imaginez ! Les supporters de l'USAP ne savaient plus comment il fallait faire pour l'organiser dans ce stade Aimé-Giral en ébullition. Plus de dix ans qu'elle n'avait plus endiablé notre mythique cathédrale. Et ensuite elle a tourné, tourné comme... les têtes des visiteurs castrais.

Se frotter les yeux pour y croire

Il n'a, par contre, pas fallu de dix minutes pour que le supporter catalan comprenne que ce match ne pourrait échapper aux sang et or tellement l'implication et l'application étaient grandes pour valider leur récente victoire à Oyonnax.

Comment une USAP au fond du trou voici à peine quatre mois peut-elle produire un tel jeu, un jeu si bien léché, si enthousiasmant ? Mystère ? Non, non ! Le travail accompli en coulisses depuis le début de la saison est en train de porter ses fruits. Et tous les joueurs, du titulaire au simple remplaçant en passant par celui qui ne joue jamais mais qui aide les autres pendant les entraînements, oui tous suivent les mêmes consignes et ont un seul objectif celui de tirer l'équipe et, par la même occasion le club, vers le haut du tableau de ce Top 14, tellement difficile.

Et ce n'est pas le petit passage à vide de cinq minutes au niveau de la défense qui aurait pu laisser croire que les visiteurs seraient capables de repartir dans le Tarn avec les quatre points de la victoire. Non ! L'USAP est capable de prendre le jeu à son compte et, passés ces quelques instants d'égarement, elle est capable d'enclencher une marche avant inarrêtable. Imaginez quatre essais en un peu moins de douze minutes.

Suffisant pour faire chavirer un stade Aimé-Giral, plein à craquer une fois de plus, en communion avec le club du Top 14 qui réalise actuellement la plus nette progression au classement.

Neuvième à six journées de la fin

Depuis quand l'USAP n'avait-elle pas pointé à une telle place ? Très longtemps, les Catalans jouant depuis plusieurs années les funambules entre la Pro D2 et le Top 14 et se contentant (?) de gagner les access-matches pour éviter les relégations. Il reste six matchs pour clore la phase régulière et cette neuvième place est, vu le début de saison, véritablement inespérée. Ne pas s'emballer tout de même ! Rien n'est acquis... et même pas le maintien car si la quatorzième et dernière place semble destinée à Oyonnax, pour la treizième, synonyme de barrage, l'USAP fait encore partie des candidats. Les plus optimistes vous diront que, parmi ces candidats, l'USAP est la mieux placée pour ne pas prendre cette avant-dernière place, mais ce Top 14 est tellement fou cette saison... Et pourquoi pas une place dans les huit premiers ?

Direction Coupe d'Europe

Une place dans les huit meilleures équipes de l'année donne droit à une place en Champions Cup, non, non pas la Coupe Mickey comme cette saison, mais la grande, celle qui voit jouer les plus grands clubs européens et même...

Sud-Africains depuis cette saison. Bien entendu les Catalans seraient, sûrement, un peu perdus dans cette compétition, mais le fait de pouvoir y participer gonflerait les finances du club de quelques 900 000 euros. Pas négligeable, n'est-ce pas Président ? Or au vu du calendrier et des six matchs restant à jouer, réceptions de Lyon, Clermont, Bordeaux et déplacements à Montpellier, Pau et Bayonne, même les plus pessimistes commencent à croire à un classement beaucoup plus digne de ce que représente l'USAP dans le monde de l'Ovalie. Les nombreux supporters présents, en communion avec les joueurs, repartent d'Aimé-Giral avec la banane et se prennent tous à espérer mieux encore. Certains vont même jusqu'à faire la comparaison avec la magnifique équipe des années 2000. Un pack énorme avec une mêlée qui a l'air de ne craindre personne, une touche qui s'améliore au fil des rencontres, une défense qui devient intraitable, des trois-quarts adroits balle en main et durs à l'impact. Des joueurs en osmose avec les entraîneurs mais aussi avec leur public. L'alignement des planètes avec la défaite des concurrents directs. Tout semble réuni !

Fins aviat

Jo Solatges





La balade du randonneur

LE P.O.T Rando' Club¹ vous propose

Dimanche 17 avril 2024 : Saint-Martin-du-Canigou



Le monastère du Canigou, construit sur le versant du mont Canigou, est perché à 1055 mètres d'altitude, sur un petit plateau rocheux dominant un précipice. C'est l'une des premières manifestations de l'art roman dans le Midi.

Plusieurs textes, datés entre 997 et l'an mille, font mention d'un premier lieu de culte déjà dédié à Saint-Martin de Tours. Il fut créé par le comte de Cerdagne, Guifred II, et son épouse Guisla dans le but d'y loger une communauté bénédictine.

Une charte du 14 juillet 1007 évoque pour la première fois la fondation de l'abbaye et les importantes donations qu'elle reçut. Contrairement à ses sœurs (Saint-André-d'Eixalada, Saint-Génis-des-Fontaines ou Sainte-Marie d'Arles-sur-Tech...), elle n'est pas l'œuvre d'un religieux, mais d'un laïc. Son cas est unique dans la région.

Le 10 novembre 1009, l'église, placée sous la protection de Martin, Marie et Michel, était consacrée par l'évêque d'Elne Oliba en présence du comte de Cerdagne et de son frère, l'abbé de Saint-Michel-de-Cuxa. L'acte de consécration précise que l'architecte est un nommé Sclua, venu de Cuxa, qui en deviendra le premier abbé.

La dédicace à Saint-Martin, à la Vierge Marie et à Saint-Michel s'ex-

prime dans la structure de l'église à étage et à tour-clocher : l'église basse est vouée à Marie. L'église haute à Saint-Martin ; et une chapelle dédiée à Saint-Michel est logée dans la tour.

L'abbatiale fut agrandie et connut une seconde consécration en 1014 ou en 1026 selon les sources.

Le comte, à l'image du père Oliba Cabreta qui se retira au Mont-Cassin, prit sa retraite à Saint-Martin, où il aurait creusé sa tombe dans le roc, au pied du clocher. Il y mourut le 31 juillet 1049.

Des précisions sur la randonnée :

Durée : 3h45. **Dénivelé :** 620 mètres. **Difficulté :** moyenne.

Conditions : licence annuelle 35€. **Repas grillade :** apporter apéritif, vin, eau, viande...

Départ : 8h30 au parking de la piscine du Moulin-à-Vent à Perpignan.

Pour se renseigner, téléphonez à Jean-François :

04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

(1) Le Perpignan Omnisports des Travailleurs-es, association affiliée à la F.S.G.T.

(2) La suite sur www.letc.fr rubriques département/sport/culture.

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -**FAMILY TEAM'S 66**

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros
Siège social : 31 Promenade de la Côte Vermeille - 66140 CANET EN ROUSSILLON - RCS PERPIGNAN 914 787 635

Aux termes d'une délibération en date du 08 mars 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée FAMILY TEAM'S 66, a décidé de transférer le siège social du 31 Promenade de la Côte Vermeille à CANET EN ROUSSILLON au 2 Rue du Bois Bretoux à MONTCHANIN (71210) à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis

La Gérance

BERTRAND-LANGLOIS

Société civile immobilière au capital de 300 euros
Siège social : 31 Promenade de la Côte Vermeille - 66140 CANET EN ROUSSILLON - RCS PERPIGNAN 914 692 256

Aux termes d'une délibération en date du 08 mars 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 31 Promenade de la Côte Vermeille à CANET EN ROUSSILLON (66140) au 2 Rue du Bois Bretoux à MONTCHANIN (71210) à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de CHALON SUR SAONE.

Pour avis

La Gérance

MULTI MODIFICATIONS

ROCK - AUDIO DISTRIBUTION
SAS au capital de 52 500 euros
Siège social :
50 CHE DES GRANDS CHAMPS ZA DES BERTHILLIERS
71850 CHARNAY-LES-MACON
498 292 994 RCS MACON

Le 8 février 2024, l'Associé unique de la société ayant pour Président M. Daniel BORREAU, 1 allée de la TEPPE, 71850 CHARNAY LES MACON, a décidé :

1) de transférer le siège social au 16 rue Guy Moquet 66310 ESTAGEL à compter de jour.

En conséquence la société sera radiée au RCS de MACON et immatriculée au RCS de PERPIGNAN.

2) prendre pour nouvelle dénomination sociale : « MULTI-DIFF DISTRIBUTION »

3) prendre pour nouvel objet social : Importation et distribution de meubles, mobiliers, d'articles de décoration, et toutes activités connexes ; Importation et distribution de produits artisanaux de tous types, et toutes activités connexes ;

AVIS DE MODIFICATION

SASU PEINTURE PYRENEES ORIENTALES
Société à actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 100 €

Siège social 2 avenue de la Tramontane 66670 BAGES
N° SIREN 838 585 180 R.C.S. de Perpignan

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 01 mars 2024, l'associé unique a décidé de transférer à compter de ce jour, le siège social de la société qui était à 66670 BAGES, 2 avenue de la Tramontane à l'adresse suivante : 5 rue de Taulis 66100 PERPIGNAN.

L'article 4 des statuts a été, en conséquence, mis à jour.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

M. BOUAZIZ Ali

Associé et Président



Tecnosud 2
66100 PERPIGNAN - 04.68.56.54.51

THALIE

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros
Société en état de liquidation amiable
Siège social et de liquidation : 11 Boulevard de la Côte Vermeille
66420 Le Barcarès
819 114 703 RCS PERPIGNAN

Suivant la délibération du 1er février 2024, l'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 1er février 2024. Le dépôt des actes, pièces et comptes relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de PERPIGNAN.

Pour avis le Liquidateur

Où sortir ?

Perpignan

Théâtre Aux Croisements | Vendredi 5 avril à 19h30 | Théâtre - **L'abeille coule** | 12€/réduit 8€.

Palais des Congrès | Samedi 6 avril à 14h30 | Spectacle Chantal Goya - **Sur la route enchantée** | 59€/réduit 30€. **Mardi 9 avril à 20h** | AC/DC Tribute show - **Highway to symphony** | 79€/réduit 39€.

La Comédie des K'Talents | Samedi 6 avril à 20h30 | **Maitresse à plein temps** | 17,50€/réduit 14,50€. **Du jeudi 11 au 20 avril à 20h30** | Théâtre - **Juste un soir** | 17,50€/réduit 14,50€. **Vendredi 12 avril à 16h** | **Chaperlipopette** | 12€/réduit 9€.

La boîte à rire | Samedi 6 et dimanche 7 avril à 21h | Comédie - **Moi mon mari mes emmerdes** | 16€/réduit 13€. **Jeudi 11 avril à 21h** | One man show - **Hugues Di Francesco tombe la blouse** | 16€/réduit 13€.

Institut Jean Vigo | Mardi 2 avril à 19h | Projection - **Monrovia, Indiana**. **Mercredi 3 avril à 18h30** | Projection - **Welfare** en présence de Julie Deliquet. **Mardi 9 avril à 19h** | Projection - **Quelques pépites de Méliès**. **Vendredi 12 avril à 18h30** | Projection - **L'Étreinte du serpent**.

Archipel | Vendredi 5 avril à 20h30 | **Welfare** | De 12€ à 30€. **Mardi 9 avril à 20h30** | Danse - **Dividus** | De 10€ à 25€.

Église des Dominicains | Vendredi 5 avril à 19h30 | Candlelight - **Hommage à Queen** | 49€/réduit 23€. **Vendredi 5 avril à 21h30** | Candlelight - **Coldplay imagine dragons** | 49€/réduit 23€.

Église Saint-Martin | Samedi 6 avril à 18h | **Orchestre symphonique d'Alénya Roussillon** | 15€/gratuit -12 ans/renseignements (06 83 16 28 13), www.osar66.fr/billetterie-en-ligne.

Argelès-sur-Mer

Espace Jean-Carrère | Vendredi 12 avril à 20h | Théâtre - **Vole Eddie vole** | 10€.

Arles-sur-Tech

Moulin des Arts et de l'artisanat | Samedi 6 avril à 16h | Concert - **Pink Floyd II** | 15€ tarif repas.

Abbaye Sainte-Marie | Vendredi 12 avril à 20h30 | Concert - **Quatuor Musica Sconosciuta** | Gratuit.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 7 avril à 17h | Concert - **L'heure musicale des amis d'Alain Marinaro** | De 10€ à 12€.

Cabestany

Centre Culturel Jean Ferrat | Vendredi 5 avril à 20h30 | Théâtre - **Le champ de bataille**.

Canet-en-Roussillon

Théâtre Jean Piat | Vendredi 5 avril à 18h | Take it Radio - **Concert lance les Scènes Ouvertes** | Gratuit.

Sortie de résidence : Blocus

La compagnie du Théâtre du gecko présentait au théâtre aux croisements le premier volet de sa prochaine création mise en scène par Frédéric Noguer.

« Blocus », de Johana Emanuelson, traduit par Frédéric Noguer, est un conte. Une ville imaginaire, vit grâce à une fabrique alimentaire. Le mode économique et social en circuit fermé basé sur la production et la consommation, divise la société en trois couches : riche (dirigeante), moyenne (ouvrière), pauvre. Une lycéenne refuse de rendre un devoir, ose interroger et contredire son professeur sur le fonctionnement sociétal. Quatre lycéens vont s'interroger sur la manière de changer les choses, et comment le monde peut être changé. Assisté par Tristan Bruemmer, Frédéric a choisi les comédiens Aurélien Pawloff, Zia Lebot, Salomé

Dugraindelorge et Laure Descamp pour offrir un texte politique fort, plein d'humour et qui interroge sur « notre sentiment d'impuissance collective (économique, écologique, sociale), les nouvelles formes de luttes et les sociétés nouvelles à créer. » confie Frédéric.

Un spectacle qui percute. Le spectacle s'ouvre en musique et en danse. Des mouvements mécaniques décalés renforcés par un thème musical qui se déclinera tout au long de la représentation et une lumière resserrée. Puis on découvre une scénographie constituée d'un fond de scène en plastique et de cubes blancs. Ces derniers permettront des changements de lieux à vue. Le travail chorégraphique d'Alicia Ross donne vie à des fresques sociétales distancées et vivantes qui nourrissent le texte original. Soutenue par la lumière de Magalie Pages, la musique d'Angèle Osinski emporte le spectateur dans un univers inquiétant et pourtant familier. L'interprétation des comédiens laisse résonner chaque mot des personnages qu'ils soient lycéens, parents, dirigeants, ouvriers. La tension dramatique est juste, les costumes d'Ève Meunier donnent aussi les pointes de couleurs choisies pour rehausser le tout. La salle vacille entre rires et grincements de dents tant elle se reconnaît et se projette dans ce texte qui n'épargne personne. La compagnie sera en résidence en septembre 2024 à Alénya et en mars 2025 pour la première au Théâtre des Aspres de Thuir. Suivons cette équipe qui, c'est certain, nous offrira un spectacle intelligent, drôle, et engagé dans l'ouverture et le questionnement.

Anne Guichet

www.theatredugecko.com

Insta : [cie.theatredugecko](https://www.instagram.com/cie.theatredugecko)

FB : Le Théâtre du Geck



IAM , les papis du Hip-Hop



A Elmediator, IAM, les papis du Hip-Hop, du rap français ont démontré qu'ils étaient toujours aussi pèchus, 2H30 de concert, 44 titres reprenant tout leur répertoire ! Perpignan, une étape dans cette tournée HH History Tour, une tournée dans des petites et moyennes salles au coeur des villes. Le public a répondu présent, salle comble.

Welfare

Une comédie humaine



Jeudi 4 et vendredi 5 mars l'Archipel propose « Welfare » mis en scène par Julie Deliquet, spectacle qui a fait l'ouverture du festival d'Avignon 2023. À voir.

Pour deux soirs, l'Archipel sera le cadre d'un remarquable moment de théâtre avec Welfare du documentariste américain Frederick Wiseman, devenu pièce de théâtre avec Julie Deliquet. Tourné en 1973, Welfare montre le quotidien d'un centre social à New York, le face-à-face entre demandeurs sociaux et travailleurs sociaux. Signé du grand documentariste Frederick Wiseman, 93 ans, il n'est sorti en France qu'en juillet 2023. Julie Deliquet, 50 ans de moins, est comédienne, metteuse en scène et, depuis 2020, directrice du théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis. C'est Frederick Wiseman qui l'a contactée, lui disant de « faire ce qu'elle voulait de Welfare ». Elle en a fait une création théâtrale programmée en ouverture du festival d'Avignon 2023 dans la cour d'honneur, à voir à l'Archipel les 4 et 5 avril prochains. Il y a quelque chose d'inédit dans cette rencontre entre deux personnalités, deux créateurs qui fait naître une œuvre. Dans la presse, Frederick Wiseman précise que « Julie et moi avons les mêmes intérêts, elle aime le cinéma, j'aime le théâtre. » Il poursuit : « le monde qui existe dans un centre d'aide sociale est inconnu de la plupart des gens. Pourtant, les problèmes des demandeurs sont seulement des exemples extrêmes de l'expérience commune liée à l'absence de travail, d'argent et/ou liés à l'incapacité mentale ou physique de certains à prendre soin d'eux-mêmes. » Celui qui considère que « le monde du centre social est un miroir déformé de l'expérience du quotidien » a une attention particulière pour celles et ceux qui sont démunis, qui « ne peuvent fonctionner avec succès dans ce monde. » Pour lui, c'est l'une des fonctions du théâtre de s'emparer de ces questions.

Une œuvre engagée

Pour Julie Deliquet, Welfare « est une œuvre coup de poing ». Dans ce portrait d'un centre d'aide sociale en 1970 à New York, elle a vu « l'illustration de l'ahurissante diversité des problèmes sociaux ». D'où sa motivation pour l'adapter au théâtre. Elle a d'ailleurs adapté plusieurs films comme Fanny et Alexandre de Bergman. Celle qui se dit obsédée par « la notion de communauté, de démocratie et de collectif » déclare : « je poursuis mon travail sur le vivre-ensemble et l'horizon collectif avec une œuvre engagée qui regarde la réalité en face sans aucun misérabilisme : elle dépeint une Amérique vue comme un pays d'immigrants qui se doit de porter le flambeau de cette diversité. » Welfare, « une comédie humaine qui va se jouer et se rejouer sous nos yeux. » Un spectacle à l'évidence en écho à notre actualité, notamment sur les questions de la protection sociale en France.

Nicole Gaspon

Archipel jeudi 4 avril à 19h, vendredi 5 avril à 20h30, tarif découverte 10€.

Où sortir ?

Elne

Place de l'Église | Dimanche 7 avril à 17h
I Concert Quintette Diablo - Festival Pau
Casals | 20€/réduit 10€/ gratuit - 10 ans.

Ille-sur-Têt

El taller Treize | Du 29 mars au 18 mai à 16h
I L'illa dels poetes | Gratuit.

Prades

Église Saint-Pierre | Dimanche 7 avril à 18h
I Orchestre symphonique d'Alénya
Roussillon | 15€/gratuit - 12 ans, renseignements (06 83 16 28 13), www.osar66.fr/billetterie-en-ligne.

Saint-Laurent-de-la-Salanque

Salle Salanque | Samedi 6 avril à 20h30
I Théâtre, spectacle - Voyage en parodie | 10€/réduit 8€.

Saint-Paul-de-Fenouillet

Église paroissiale | Dimanche 7 avril à 16h
I Concert - Le chœur de la Boulzane | 5€.

Sorède

Rue de la Sardane | Samedi 6 avril à 20h30
I Théâtre comédie - La fin du monde | 8€.

Toulouges

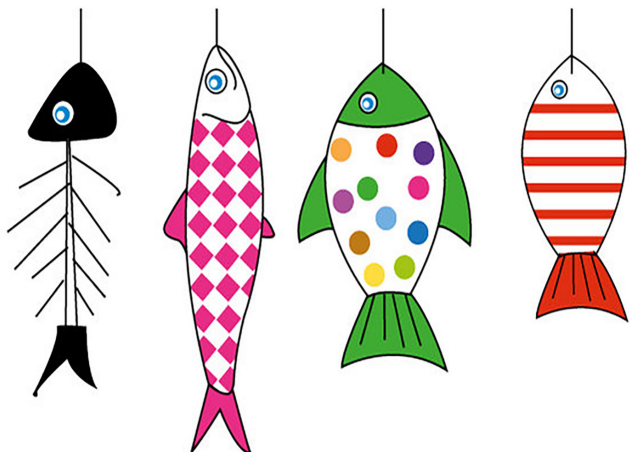
Médiathèque | Du mercredi 3 avril au samedi 4 mai
I Exposition Jean Pouech - Entre ciel et Terre d'ici où de là-bas les paysages s'illuminent.

Suivez-nous



Scan Moi

En Català



Innocentades i peixos d'abril

- Ets més d'innocentades o de peixos d'abril?
- Me puc apuntar a les dues coses si és per passar una bona estona. Hi ha alguna diferència important que cal tenir en compte?
- És abans que res una qüestió de calendari. Pel peix d'abril, vas tard, era el dia 1 del mes; si t'estimes més les innocentades tens temps per rumiar-te una bona broma perquè se celebra el 28 de desembre, dia dels Sants Innocents.
- Els catalans del nord sempre ho hem fet l'1 d'abril, però és curiós

que a només 25 km de Perpinyà, del Pertús cap avall, ho fan per Sants Innocents. Deu tenir un origen diferent.

- La majoria dels països europeus i anglosaxons són del costat de l'1 d'abril i sembla que l'origen vindria de França, de quan es va adoptar el calendari gregorià: molta gent era pas d'acord amb el canvi, continuaven celebrant el canvi d'any a final de març, es van acostumar a fer-se regals absurds i bromes en aquestes dates.
- L'origen de les innocentades, a Catalunya sud, a l'estat espanyol i molts països d'Amèrica del sud, és més macabre: el 28 de desembre, Sants Innocents, fa referència al rei Herodes que, perseguint Jesús, va fer matar totes les criatures de menys de dos anys.
- Hi una excepció als Països Catalans: a l'Illa de Menorca ho fan l'1 d'abril i no pas per Sants Innocents, en diuen el dia d'enganyar. S'atribueix a la influència dels anglesos que van ocupar Menorca durant llargs períodes de la història de l'illa.
- El punt comú, sigui quan sigui, és que se penja a l'esquena de la víctima de la broma un senyal identificatiu, un peix d'abril o una llufa, un ninot retallat
- És necessari dedicar un dia específic de l'any per inventar-se col·locades amb la quantitat d'animalades que veiem cada dia en l'actualitat?
- El que és segur és que hi ha uns quants projectes, també a casa nostra, que ja ens agradaria que fossin innocentades o un peix d'abril, mes sembla que els que ho defensen se'ls creuen de veritat.
- Confiam que acabaran com una llufa.

C&C

Sardines, maquereaux, harengs... comme des bleus !

Certains l'avaient peut-être pressenti, « Y'aurait pas baleine sous gravier là ? ». Pour d'autres, cela sera passé comme une lettre à la poste, « Vite ! Passons commande à notre libraire préféré ! » : l'article sur la sortie du livre « Vins & polaroids », paru dans le dernier numéro du TC, était un poisson d'avril (en français dans le titre, bien qu'un peu en bazar).



Plutôt que de pleurer de déception à l'idée de pas pouvoir lire ce truculent roman qui n'a jamais été écrit, remettez donc la main sur le numéro 4016 du TC de la semaine dernière et retrouvez les 10 anagrammes qui étaient cachés dans l'article.

Envoyez vos réponses et vos coordonnées par voie postale (nous aussi on aimerait vous

recevoir dans notre boîte aux lettres et vous lire) à l'adresse :

Le Travailleur Catalan,
Concours du 1^{er} avril,
44 av. de Prades,
66000 PERPIGNAN

Des boîtes de sardines sont à gagner !

En attendant, « par le pouvoir de l'espièglerie du poisson d'avril aux

yeux de malice, que les amateurs de la galéjade, du canular et des savoureuses blagues réunis soient récompensés par une très drôle et interminable rigolade. Pensée sincère sans plaisanterie ni clownerie aucune ». Joyeux mois d'avril à celles et ceux qui lisent le *Travailleur Catalan* et à celles et ceux qui le font vivre.

Céline, tout court

Théâtre gourmand

La scène transformée en cuisine, comédienne aux fourneaux, metteur en scène lui donnant la réplique. Voilà pour le cadre d'*Au non du père* donné la semaine dernière au Carré de l'Archipel. Ahmed Madani, metteur en scène poursuit là son questionnement sur les origines, la filiation. Au centre, Anissa qui conte sa douloureuse quête du père tout en préparant des chouchous et des fondants au chocolat. Ahmed en profite pour évoquer son histoire. C'est du théâtre sur le vif, du théâtre en train de se faire où réel et fiction se mélangent. Le public est invité à participer et à la sortie déguste les gâteaux d'Anissa.

Gaza. L'ONU se prononce pour un cessez-le-feu

Après plus de cinq mois de guerre, le Conseil de sécurité de l'ONU a enfin adopté, lundi 25 mars, une résolution exigeant un « *cessez-le-feu immédiat* » à Gaza, un appel bloqué plusieurs fois par les États-Unis qui se sont cette fois abstenus, accentuant la pression sur leur allié israélien. Les bombardements se poursuivent à Gaza où la situation pour les 2,4 millions d'habitants est plus critique chaque jour. En particulier au nord de l'enclave, dont l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, principale pourvoyeuse d'aide humanitaire, s'est vue interdire l'accès. La résolution adoptée sous les applaudissements par 14 voix pour, et une abstention, « *exige un cessez-le-feu immédiat pour le mois du ramadan* » – qui a déjà commencé il y a deux semaines – devant « *mener à un cessez-le-feu durable* », et « *exige la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages* ».

« *Depuis cinq mois, le peuple palestinien souffre terriblement. Ce bain de sang a continué trop longtemps. C'est notre obligation d'y mettre un terme. Enfin, le Conseil de sécurité prend ses responsabilités* », s'est félicité l'ambassadeur algérien Amar Bendjama. Même si les résolutions du Conseil, bien que contraignantes, sont régulièrement ignorées par les États concernés.

Israël de plus en plus isolé sur la scène internationale

Contrairement au texte américain rejeté par des véto russe et chinois, il ne lie pas ces demandes aux efforts diplomatiques du Qatar, des États-Unis et de l'Égypte, même s'il « *reconnaît* » l'existence de ces pourparlers visant à une trêve accompagnée d'un échange d'otages et de prisonniers palestiniens.

Après l'abstention américaine à l'ONU, le Premier ministre israélien Netanyahu a réagi en indiquant qu'il n'enverra pas la délégation is-

Palestine : les occidentaux commencent enfin à lâcher le boucher Netanyahu



raélienne attendue à Washington, le gouvernement israélien estimant que cette abstention « *nuit aux efforts de guerre et pour libérer les otages* ». Israël « *n'arrêtera la guerre à Gaza qu'une fois les otages libérés* », affirme de son côté le ministre de la Défense.

Dans un contexte d'urgence humanitaire extrême

Après l'échec du texte étasunien du vendredi, huit des dix membres non permanents du Conseil (Algérie, Malte, Mozambique, Guyana, Slovaquie, Sierra Leone, Suisse, Équateur) ont travaillé sur un nouveau projet, qui a enfin abouti lundi 25.

La Chine avait annoncé son soutien à cette nouvelle résolution et a dit espérer « *que le Conseil de sécurité l'approuvera au plus vite et enverra un signal fort pour que cessent les hostilités* ».

La résolution onusienne intervient dans un contexte d'urgence humanitaire extrême et alors que l'offensive israélienne à Gaza a fait plus de 32 000 morts, selon le ministère de la Santé du Hamas.

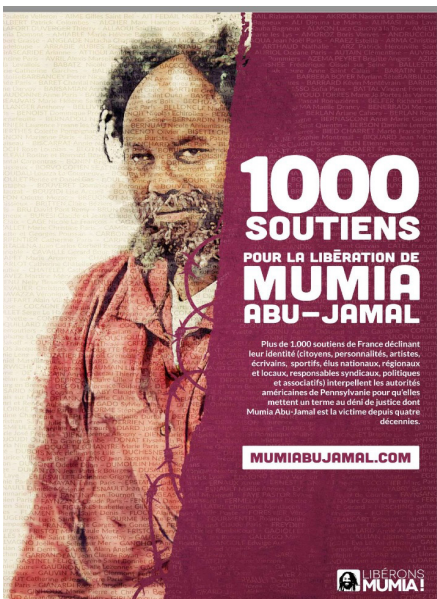
Roger Rio



Libération de Mumia Abu Jamal

1 000 soutiens français

Plus que jamais, libération immédiate et sans condition du journaliste Mumia Abu Jamal.



Alors que les preuves de son innocence n'ont jamais été si nombreuses, la manifestation de la vérité n'est toujours pas de mise. Mumia Abu Jamal aura 70 ans en ce mois d'avril 2024. Il est en prison depuis 42 ans, dont 30 ans dans le couloir de la mort. Durant cette période, il a subi la disparition de sa fille ; sa femme est morte il y a un an.

En avril 2023, l'espoir de pouvoir enfin défendre son innocence après avoir obtenu un droit d'appel pour contester sa condamnation s'est traduit en déni de justice. La juge en charge de l'affaire a catégoriquement refusé d'examiner les nombreuses et nouvelles preuves présentées par sa défense. Ses avocats ont déposé un recours mais en attendant, sans soins et suivi sérieux, son état de santé continue de se dégrader. Récemment Noelle Hanrahan, avocate et directrice de prison Radio, qui lui rend visite

régulièrement, a déclaré que grâce à son intervention il était un peu mieux soigné, mais les soins les plus essentiels concernant son cœur lui sont encore refusés.

Le soutien international en faveur de la libération de Mumia ne lâche pas prise. En France 1 000 signatures ont été recueillies pour obtenir sa libération immédiate et sans conditions. Elles s'ajoutent à toutes les actions précédentes ainsi qu'aux manifestations pour exiger sa libération qui ont lieu à Paris depuis très longtemps le premier mercredi de chaque mois, place de la Concorde, à l'appel du Collectif français *Libérons Mumia*. Mais les prochaines rencontres, dont celle prévue le 3 avril prochain, sont interdites en ce lieu par les autorités durant toute la période préolympique et olympique d'avril à octobre.

Y. L.

OUVERT TOUS LES JOURS
à partir du 6 avril
10h à 18h

CHÂTEAU DE CASTELNOU

VISITES, ANIMATIONS
& EXPOSITIONS



    leDepartement66.fr